

le Télégramme 19/05/2011

Roz Glas. Projection du film « Uranium en Limousin »

L'association Roz Glas organise, aujourd'hui, une projection d'un film traitant des mines d'uranium. Il en existe une vingtaine d'anciennes dans le pays pourlet.



Patrick Boulé, sur l'ancien site d'extraction d'uranium de Calerden, à Kernascléden.

président, Patrick Boulé, a pour objectifs de réaliser un état des lieux, collecter des informations, sensibiliser aux dangers réels sur les personnes et les lieux de vie, alerter les élus, soutenir les particuliers et les communes dans leurs démarches, contribuer à empêcher toute ouverture de nouveau site et promouvoir la fermeture des sites existants ».

Des témoignages

Le documentaire projeté ce soir sera l'occasion de voir des témoignages de riverains, de mineurs et de médecins chargés du suivi des mineurs. « La projection sera suivie d'un débat et nous espérons recueillir des témoignages de personnes qui ont vécu ces exploitations, afin de collecter le maximum d'informations », explique Patrick Boulé. Les titres miniers d'Areva expirant pour la plupart en 2018, les élus et les associations craignent que la responsabilité de l'exploitant, qui avait pris la suite de la Cogema, ne puisse plus être engagée.

Dans le pays pourlet, on dénombre 22 anciennes mines d'uranium; on ne le sait pas forcément, pourtant elles sont à notre porte. Laissées en libre accès, on y mesure des niveaux de radioactivité important. Pour sensibiliser le public, l'association Roz Glas organise ce soir, à 20 h, au Ciné Roch de Guémené-sur-Scorff, la projection du documentaire de Thierry Lamireau réalisé en 1995, « Uranium en Limousin ».

En 2008, suite à un article où la société Areva se vantait d'avoir fait une réhabilitation des sites, des militants en ont contrôlé quelques-uns, dont celui de Roz Glas, situé entre Meslan et Guilligomarc'h, où passe un chemin de randonnée remblayé avec les stériles de la mine. « Ils y ont alors constaté, raconte le président de l'association, Patrick Boulé, un taux de radioactivité avec des doses 20 fois supérieures à la radioactivité naturelle ».

C'est de là qu'ont été créés d'abord un collectif, puis l'association en 2010, qui a d'ailleurs été reçue avec la Cnilrad (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité) au ministère de l'Environnement en octobre 2010.

Un état des lieux

De Guilligomarc'h à Pontivy, 22 sites sont concernés. « L'association Roz Glas, explique son

Roz Glas. 50 personnes à la soirée débat

20/05/2011

Pour sensibiliser le public, l'association Roz Glas (roche bleue vert) a organisé, jeudi soir, au Ciné Roch, la projection d'un documentaire traitant des mines d'uranium « Uranium en Limousin ». Une cinquantaine de personnes ont participé au débat mené par Patrick Boulé, président de l'association, et Chantal Cuisnier, membre.



Chantal Cuisnier et Patrick Boulé (au centre) ont animé la soirée débat.

Des témoignages

Le documentaire projeté jeudi soir a été l'occasion de voir des témoignages de riverains, de mineurs et de médecins chargés du suivi des mineurs. La projection a été suivie d'une soirée débat, où de nombreux témoignages ont été

recueillis. « Si le pays pourlet comptabilise 22 anciennes mines d'ura-

nium, de nombreux sites ont été explorés et analysés. La majeure partie des sites est

libre d'accès. Nous voulons que ces sites soient indiqués », a confié Chantal Cuisnier.



Chantal Cuisnier et Patrick Boulé, de l'association Roz Glaz, ont animé le débat sur les mines d'uranium du secteur, jeudi.

Judi, Patrick Boulé, président de l'association Roz Glas et Chantal Cuisnier, ancien membre de Sortir du nucléaire en Cornouailles et membre de Roz Glaz, ont proposé une soirée-débat au ciné Roch, à l'issue de la projection du documentaire sur les mines d'uranium, *Uranium en Limousin*.

Le documentaire a fortement intéressé la cinquantaine de spectateurs présents. Le fait de savoir qu'autour de chez eux, il y a d'anciennes mines d'uranium les a violemment

interpellés. Il existe vingt-deux anciens sites d'extraction d'uranium, de Guilligomarch à Pontivy. Dans ces sites à ciel ouvert, non balisés, à certains endroits, le taux de radioactivité est 20 fois supérieur à la normale.

L'association veut obtenir la décontamination de ces sites. Elle souhaite aussi qu'ils soient indiqués, afin que les randonneurs sachent où ils se trouvent. Une réunion est prévue avec le préfet du Morbihan et la société Areva, gestionnaire et propriétaire de ces sites.